

CSE du 30 Octobre 2025

Situation économique et financière France Travail

LA CFE-CGC MÉTIERS DE L'EMPLOI VOTE CONTRE !

La CFE-CGC Métiers de l'Emploi vote **contre** la Situation économique et financière (SEF) 2025 de France Travail, dénonçant une gestion incohérente entre ambitions et moyens.

Un contexte de mécontentement croissant

La colère monte face à un **budget en baisse**, une **perte de sens** et une **stratégie floue**.

La CFE CGC dénonce plusieurs « casses » :

- **Casse de la confiance** : décisions contraires aux valeurs affichées ;
- **Casse de la transparence** : informations partielles ou incomplètes ;
- **Casse de l'humain** : aggravation des situations individuelles des collaborateurs ;
- **Casse budgétaire et sociale** : recul du dialogue social et des moyens.

Des ambitions irréalistes face à un budget en recul

Malgré la qualité du travail des équipes, la CFE-CGC constate une **incohérence majeure** entre les **objectifs de la Loi pour le Plein Emploi** et les **moyens disponibles** :

- Inscription prévue de **1,2 million de bénéficiaires du RSA** et de **50 000 nouveaux travailleurs handicapés d'ici 2027** ;
- Mais **baisse de 14,4 % des dépenses d'intervention en 2024**, et **nouvelle réduction de 2,5 % prévue pour 2025**.

La CFE CGC estime impossible de **faire plus avec moins** et refuse de cautionner cette contradiction.

L'illusion de l'efficacité et de l'intelligence artificielle

La direction mise sur des **gains d'efficacité** et sur les outils de **l'intelligence artificielle** pour compenser le manque de moyens.

Pour la CFE-CGC, cette approche est un **leurre**, car elle ne garantit ni la **qualité du service public** ni un **accompagnement humain satisfaisant**.

Un vote d'alerte

Le vote « contre » n'est pas un blocage mais une **alerte** adressée à la Direction et aux tutelles et nous portons trois revendications :

- Un **budget adapté** aux missions réelles de France Travail ;
- Le **refus d'ambitions déconnectées** des ressources ;
- La **préservation de l'expertise et de l'engagement** des collaborateurs.

En conclusion la CFE-CGC affirme sa détermination à **défendre le personnel, les usagers et l'institution**. Elle appelle à **réagir avant qu'il ne soit trop tard**, estimant que la situation actuelle menace la pérennité du service public de l'emploi.